

↘	1,14%	SWISS MARKET INDEX
↘	0,30%	STOXX50
↗	0,29%	DOW JONES
↗	0,82%	NASDAQ
↘	1,2777	DOLLAR / FRANC SUISSE
↘	1,5349	EURO / FRANC SUISSE

SAVOIRS
IMAGERIE
▶ PAGE 16Neuchâtel sur le chemin de la puce
dotée du sens de la vue

l'agefi

LE QUOTIDIEN SUISSE DES AFFAIRES ET DE LA FINANCE

L'ESSENTIEL ▶ SUISSE

SWISS EN DISCUSSION AVEC TPG

La firme de private equity Texas Pacific Group, qui possède entre autres Bally et a réalisé plusieurs investissements gagnants dans l'aviation, serait en négociation avec Swiss International Airlines afin de prendre une participation de l'ordre de 15%, selon la NZZ am Sonntag.

Globus tire un trait sur Oviessse

Le groupe Globus annonce la fermeture des magasins de vêtements bon marché Oviessse à la fin de l'année. La filiale de Migros tire ainsi les conséquences de l'échec du concept devant remplacer les grands magasins ABM. Près de 400 employés sont concernés. Le groupe Globus est à la recherche d'une solution pour les 30 surfaces ainsi libérées. – page 10

ZFS cède ses activités à Singapour

Zurich Financial Services poursuit son recentrage. Le groupe a conclu un accord avec l'australien QBE Insurance, qui reprendra Zurich Insurance (Singapour). – page 10

Baumgartner sort de la tourmente

Baumgartner Papiers, dont seul le siège de la holding demeure à Crissier, achève sa restructuration. La tourmente semble derrière, mais les concessions sont majeures. – page 11

Le total du bilan des banques bondit

Le total du bilan des banques présentes en Suisse a bondi au premier trimestre 2004. Par rapport à fin décembre 2003, il a progressé de 10% à 2440 milliards de francs. – page 9

Syngenta ne vendra pas son maïs en Europe

Malgré l'autorisation octroyée mercredi passé par la Commission européenne d'importer le maïs doux transgénique Bt-11, Syngenta ne le commercialisera pas sur le marché européen, selon un des responsables cité par Les Echos. – page 16

Prévision d'inflation revue à la baisse

La Banque Pictet & Cie revoit à la baisse sa prévision d'inflation pour 2005. Ses économistes l'attendent désormais à 1,3%, contre 1,5% précédemment. – page 10

L'ESSENTIEL ▶ INTERNATIONAL

L'OPEP DÉCIDERA DÉBUT JUIN

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole se prononcera au début juin sur la proposition de l'Arabie Saoudite d'augmenter les quotas des pays membres d'au moins 8,5% afin de ramener le prix du baril à un niveau acceptable pour l'économie mondiale. – page 8

Les Etats-Unis et le G7 exhortent l'OPEP

Le secrétaire d'Etat américain à l'énergie Spencer Abraham exhorte l'OPEP à accepter la proposition de l'Arabie Saoudite d'augmenter la production de pétrole et satisfaire ainsi une demande mondiale forte. Cette prise de position est la même que celle des ministres des Finances du G7. – page 8

La Russie au seuil de l'OMC

Six ans de négociations ont pris fin entre l'Union européenne et la Russie sur le dossier de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les deux parties sont arrivées à un accord sur les conditions d'entrée de la Russie au sein de l'OMC. Le gouvernement de Vladimir Poutine se prépare à négocier avec les Etats-Unis. – page 6

Wall Street soutenu par le repli du brut

La Bourse américaine a rebondi vendredi, encouragée par la baisse du prix du pétrole. Le Dow Jones et le Nasdaq ont gagné 0,29% et 0,82%, respectivement. – page 25

Raffarin reste strict sur le budget

Le premier ministre français Jean-Pierre Raffarin a adressé à ses ministres une lettre de cadrage budgétaire les avertissant que la préparation du budget 2005 serait «particulièrement exigeante». – page 6

Fitch abaisse la note de la dette d'EDF

L'agence de notation financière Fitch descend la note de la dette senior long terme d'EDF de «AAA» à «AA»; elle estime que les marges du géant énergétique s'éroderont dès l'ouverture du marché en juillet 2004. – page 18

ENTRETIEN

▶ L'adhésion à l'UE reste le but stratégique du Conseil fédéral

Micheline Calmy-Rey: «La voie bilatérale a de gros avantages»

Reconnu par Bruxelles, le secret bancaire sort renforcé sur le plan international.

Propos recueillis
par Edgar Bloch

Au lendemain de son retour de Bruxelles, scellant l'accord politique sur les «Bilatérales II» entre la Suisse et l'UE, Micheline Calmy-Rey, cheffe de notre diplomatie, a bien voulu procéder à un tour d'horizon avec nous.

Madame la conseillère fédérale, dans quel climat s'est passé l'entretien avec le président de la Commission européenne et la présidence irlandaise?

Micheline Calmy-Rey: Tout s'est bien passé. Une fois notre accord respectif sur la déclaration politique exprimé, nous avons

débuté quelques discussions de politique générale, portant en particulier sur la politique suisse dans les Balkans et l'Initiative de Genève. L'UE, qui soutient financièrement et diplomatiquement ce processus, a félicité la Suisse pour son engagement.

Le Conseil fédéral ne cesse de répéter que les accords sont bons pour la Suisse, les concessions faites ne sont-elles pas lourdes même en matière d'entraide fiscale? Permettez-moi de parler d'abord des avantages. Ceux-ci sont évidents sur le plan économique. En tant que genevoise, je suis particulièrement sen-

sible aux enjeux qui concernent la place financière. Celle-ci engendre 14% du PIB suisse, elle compte donc en termes d'emplois.

Dans l'accord sur la coopération policière et judiciaire, qui permet à la Suisse de faire partie de l'«espace Schengen», la Suisse obtient une protection durable du secret bancaire en matière d'imposition directe. Avec l'accord sur la fiscalité de l'épargne, les entreprises suisses actives dans l'UE bénéficient d'avantages fiscaux: les paiements transfrontaliers concernant les licences, les intérêts et les dividendes entre entreprises «liées» ne seront plus taxés à l'avenir.

A part le secteur financier et bancaire, où voyez-vous d'autres avantages dans cet accord?

Sur le plan économique encore, l'accord sur les produits agricoles transformés (pâtes, café soluble, chocolat, biscuits, etc.) assure une meilleure compétitivité pour les entreprises de ce secteur. Schengen comporte également une dimension positive pour notre économie. Les touristes en provenance d'Inde ou de Chine, par exemple, n'auront plus besoin d'un deuxième visa, lorsqu'ils visitent l'Europe, pour entrer en Suisse.

●●● SUITE PAGE 4

REPORTAGE (I)

▶ Une délégation romande s'est immergée dans la Chine des affaires

Voyage au cœur du moteur de la croissance chinoise

Le plus gros dragon d'Orient affiche une mue scandaleusement rapide et impressionnante.

Yves Genier, de retour de Chine

Lecteurs de Tintin, rangez les images d'Epinal du Lotus bleu au musée des réalités disparues. Voyageurs d'il y a dix ans, voire cinq ans, oubliez ce que vous avez vu. La Chine, dès la première vision qu'en a le voyageur, offre le prodigieux spectacle d'un pays en continuë explosion: des villes qui cherchent désespérément en hauteur l'espace nécessaire à leur croissance. Des paysages sillonnés d'autoroutes au revêtement de billard. Des parcs industriels au décor de Silicon Valley. Des entreprises à la main-d'œuvre méticuleuse et motivée, aux machines souvent plus modernes que les nôtres, à la recherche frénétique de partenaires. Des chaînes de télévision en pagaille sur des téléviseurs surchargés. Des téléphones cellulaires qui envahissent la vie quotidienne.

Pour qui n'a jamais fait le voyage, il est des affirmations qui peuvent lasser à force d'être répétées: la croissance débridée, les délocalisations, la compétitivité croissante, voire la force financière de ce vaste pays. Il est vrai que ces affirmations paraissent encore largement surréalistes pour qualifier la situation d'un pays qui subissait voici trente ans encore les horreurs

de la Révolution culturelle et qui n'est finalement sorti que dernièrement de l'économie centralisée. Il est vrai que les indices économiques, certes fabuleux, traduisent en premier lieu un gigantesque rattrapage. Mais qu'est-ce qui a été déjà rattrapé, qu'est-ce qui reste à faire? L'Agefi s'est donc joint à une délégation économique romande (lire l'encadré en page 14) pour constater pendant dix jours le niveau étonnamment avancé de ce pays vaste comme l'Europe mais encore pauvre comme Job il y a si peu de temps. A Pékin (13 millions d'habitants), à Shanghai (16 millions d'habitants) et dans la ville centrale de Xi'an (7 millions d'habitants), le constat est partout le même: les statistiques sont parfois très imprécises et sujettes à manipulation, mais elles traduisent bien une réalité réellement explosive.

Pékin, 10 mai. La surprise commence à l'aéroport: moderne, rutilant comme beaucoup d'aérogares, il offre en plus ce que nombre d'économies en transition ou en développement peinent encore à généraliser: des boutiques débordantes d'articles les plus divers, des guichets bancaires à profusion et une floraison d'automates à billets. Ces derniers appareils, bien pratiqués car connectés aux réseaux

de cartes de crédit internationales (certains reconnaissent même la carte de La Poste!), se retrouvent à tous les coins de rue. On les retrouvera dans tout le pays.

L'autoroute ne fait pas que relier l'aéroport à la capitale. Elle sillonne le pays sur des milliers de kilomètres, elle quadrille Pékin de ses vastes avenues à deux, trois ou quatre pistes, enlace les

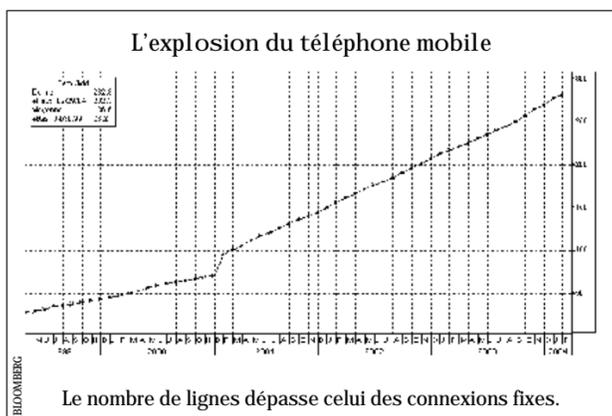
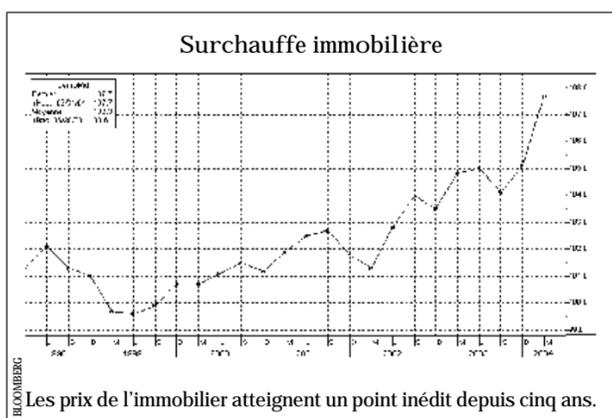
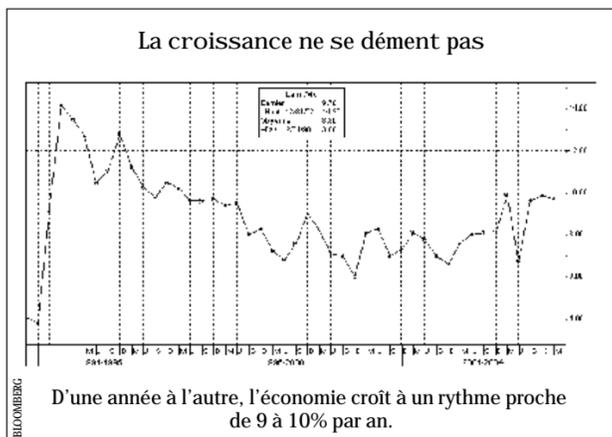
viaducs de ses échangeurs autoroutiers en plein milieu urbain. A Shanghai, elle s'étire sur des ponts immensément longs longeant les grandes avenues, donnant le curieux spectacle de routes à deux étages. Cette débauche de béton et de bitume n'empêche malheureusement pas les embouteillages aux heures de pointe.

●●● SUITE PAGE 14

L'ÉDITORIAL
DE L'AGEFI
▶ PAGE 2Le simplisme de Moore
laisse Godard sceptique

► SUITE DE LA PAGE UNE

Voyage au cœur du moteur de la croissance chinoise



► On compte une voiture pour sept habitants dans la capitale. Le résultat est énorme, déjà, mais montre aussi qu'il y a encore une marge de progression appréciable.

Et que dire des gratte-ciels? Qu'ils n'ont rien à envier à ceux des autres mégapoles mondiales, sinon qu'ils sont plus récents avec une propreté toute japonaise... ou suisse. Quelques carcasses de béton apparemment abandonnées illustrent les excès de l'actuelle surchauffe immobilière, dont la vitalité est soulignée par d'innombrables chantiers par ailleurs. Dans les hôtels, les prises électriques s'adaptent à tous les formats: continental européen, britannique, américain, japonais, 115 volts, 230 volts... pourquoi limiter l'offre lorsqu'il est si facile de proposer des branchements multiples?

Pour le téléphone portable, même combat: le GSM, que l'on trouve partout dans les régions développées, voisine le CDMA. La Chine prend tout ce que l'étranger lui propose. La norme qui s'imposera sera celle qui aura plu au plus grand nombre. Pour l'accès à internet, c'est plus simple: si on ne veut pas du haut débit de l'hôtel, une carte GPRS chinoise permet l'accès constant, même lors de déplacements hors des villes. Le hic: l'accès aux sites étrangers est surveillé par le gouvernement.

Xi'an, 13 mai. Même dans cette «ville de province» du centre de

la Chine, dont les remparts immenses rappellent qu'elle fut l'une des capitales antiques de l'Empire, le vingt-et-unième siècle rappelle furieusement son impatience à croître: des tours partout, des automobiles engorgeant toutes les rues, les trottoirs livrés aux accros du natel, des centres commerciaux géants débordants de biens de consommation made in China, donc les mêmes que chez nous. «La dernière fois que je suis venu ici, c'était il y a quatre ans, et je ne reconnais plus rien», lâche, un brin dépit, un membre de notre délégation pourtant habitué à la visite de cette métropole. Il est vrai qu'en quelques années banques, boutiques et restaurants ont envahi le décor urbain, les bicyclettes étant chassées sur des pistes cyclables multiples.

Xi'an, si loin de la côte est, de son dynamisme et de ses investissements étrangers directs, joue une autre carte: celle de l'un des centres high-tech les plus impressionnants de Chine. Sur des dizaines de kilomètres carrés, les immeubles de béton, d'acier et de verre se succèdent, abritant des unités d'entreprises aussi connues dans les technologies nouvelles qu'Infineon ou Fujitsu. Un vrai petit Palo Alto d'Orient. La région se targue notamment d'un savoir-faire particulier dans l'aéronautique et la technologie spatiale. C'est ici notamment que les fusées et les satellites chinois ont été conçus et

construits, fruit de l'héritage d'investissements réalisés dès les années cinquante.

Shanghai, 16 mai. Comme tout le monde, on avait vu les images impressionnantes du quartier de Pudong, situé sur l'autre rive du fleuve Huangpu, qui relie le port à la mer. La vaste antenne de la tour de la TV de la Perle d'Orient (468 mètres de hauteur) fait partie du paysage depuis dix ans. Mais derrière elle se dresse désormais le gratte-ciel Jin Mao (421 mètres de hauteur), en forme de pagode de verre et d'acier, où se niche l'hôtel Hyatt (555 chambres sur les 33 étages sommitaux), et bien d'autres encore. Pudong, zone de développement où doit se concentrer le cœur financier de la ville, s'annonce comme la grande concurrente de Hong Kong dès le jour où les restrictions envers les banques étrangères seront levées. HSBC n'a pas attendu pour y dresser sa tour, qui voisine celle de Citigroup. Le Credit Suisse a ouvert une filiale tandis que l'UBS, prudente, ne se presse pas pour faire de même. Shanghai est à la Chine ce que Bombay est à l'Inde, Londres à l'Europe ou New York aux Etats-Unis: la capitale économique d'où partent les idées, les influx et les investissements. C'est la capitale de la mode, qui s'affiche furieusement sur Nanjing Lu, la Route de Nankin, le cœur de la cité commerçante. Que la tentation est forte de considérer toutes ces innombrables

personnes déambulant dans cette zone piétonne ou dans les innombrables centres commerciaux comme autant de clients potentiels: «Avec 1,3 milliards d'habitants, la Chine est le plus formidable réservoir de consommateurs. Avec la croissance, ils disposent chaque année d'un revenu plus élevé. Si je sais les intéresser, c'est le jackpot.»

Hélas, la réalité est autrement plus complexe. D'abord, le consommateur n'est pas riche: son salaire oscille entre 130 francs et mille francs par mois. Ses goûts, forgés par quelques millénaires d'histoire et de culture propres, sont très différents de tout ce que l'on connaît par ailleurs. Sa manière de travailler ne répond pas nécessairement à celle d'un Occidental. Son art de faire des affaires non plus. L'étranger écheveau d'une économie chinoise prise entre géants industriels nationaux, sociétés conjointes sino-étrangères, entreprises entièrement en mains extérieures, soumises aux restrictions à certaines formes d'investissement ou aux localisations, s'avère diablement compliqué à comprendre. Enfin, établir des liens demande en premier lieu un effort fondamental de la part de l'étranger: une véritable révolution copernicienne ●

«L'Agefi» décortiquera cette semaine les enjeux clés de l'économie chinoise au fil d'une série d'articles.

De l'échange de professeurs à la délégation économique

Yves Genier

Les choses ne se faisant pas en Chine comme ailleurs, c'est grâce à une association à but

prioritairement culturel que des hommes d'affaires et des journalistes romands ont pu découvrir la Chine des entreprises en ce mois de mai. L'Association Vaud-Shaanxi/Chine a été fondée au milieu des années 1980 par quelques professeurs de français de l'EPFL et de l'Université de Lausanne qui ont participé à un programme d'échanges conclu entre leurs écoles et une université de Xi'an, la capitale de cette province centrale de l'Empire du Milieu. Il y a trois ans, le fondateur, le professeur retraité Simon Chappuis, cédait la présidence à

un entrepreneur vaudois, René Pfiffer, président de Valsider, une société d'import-export d'Yverdon. Ce dernier a inclus les relations commerciales dans les activités de l'association, ce qui l'a amené à organiser le voyage de ce printemps et le conduit à inviter des dirigeants politiques et des hommes d'affaires chinois à Lausanne.

Cette association regroupe actuellement une cinquantaine de membres issus de l'enseignement, de l'économie, de la culture, du voyage ou de l'administration fédérale. Les habitués de la

Chine ouvrent leurs réseaux de relations aux jeunes membres, lesquels sinon rencontreraient des difficultés infiniment plus importantes pour entrer dans cet univers. La délégation de ce printemps était même ouverte aux entreprises membres des Chambres de commerce romandes, en particulier les PME. Et qu'ont fait les pouvoirs publics pour soutenir cette initiative privée? Sollicitée pour participer au voyage, Jacqueline Maurer, responsable du Département vaudois de l'économie, s'est contentée d'envoyer une lettre d'encouragement ●

ASIE

► Première mission commerciale occidentale

Les hommes d'affaires français investissent la Mongolie

Les sociétés étrangères déjà implantées dans le pays profitent largement de programmes financés par l'aide internationale.

Boris Cambreling

Une délégation d'hommes d'affaires français vient de découvrir la Mongolie, un pays encore très pauvre mais où tout est à faire et qui représente une extension du marché chinois, où la plupart d'entre eux sont déjà implantés.

Responsables de banques, de groupes industriels, d'agences de voyage ou encore de producteurs de vin ont participé à la première mission commerciale d'un Etat occidental dans ce pays de 2,6 millions d'habitants. «Nous voulons prendre en charge la gestion d'une base-vie autour d'une mine dans le désert de Gobi», a déclaré à l'AFP Olivier Falcoz, de la société Aden Services, qui assure déjà la restauration de plus d'une dizaine de multinationales en Chine. La construction de cette mine devrait démarrer en 2005, suite à l'annonce de la découverte de gisements de cuivre et d'or par

mi les plus importants du monde à Oyu Tolgoi, à 550 km d'Oulan-Bator. Mais ce contrat pour la gestion de la base-vie, évalué entre deux et huit millions de dollars, est également convoité par deux autres entreprises françaises du secteur, Sodekho et CIS.

Beaucoup de sociétés étrangères doivent leur présence en Mongolie à des programmes financés par l'aide internationale, dont la Mongolie est l'un des premiers bénéficiaires par habitant. Environnement SA, une entreprise basée en région parisienne, a été choisie par le gouvernement mongol pour installer un système automatisé de mesure de la qualité de l'air à Oulan-Bator, dont le financement est assuré par la Banque mondiale.

D'autres entreprises cherchent à profiter du pouvoir d'achat croissant des hommes d'affaires ou des jeunes diplômés. Plaimont, un groupement de viticulteurs gascons, a ainsi vendu

pour la première fois deux conteneurs de vin à des distributeurs mongols.

Le tourisme a de l'avenir

Le tourisme est un autre créneau. Quelque 3500 Français avaient visité le pays des steppes en 2002, et leur nombre devrait croître cette année, après avoir chuté l'an dernier à cause de l'épidémie de SRAS en Asie. L'agence Tsenkher Nar (Soleil Bleu), installée à Oulan-Bator depuis huit ans, organise des circuits à la carte dans la steppe mongole, avec hébergement chez les éleveurs.

L'entreprise française la plus importante en Mongolie est de loin Alcatel, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 6 millions de dollars en 2003 et compte faire deux fois plus cette année. «Le pays compte près de 300.000 téléphones mobiles et des centraux existent dans toutes les provinces», déclare Yannick Quéguiner, représentant du groupe dans le pays depuis 1991. - (afp) ●

↗	0,65%	SWISS MARKET INDEX
↗	0,55%	STOXX50
↘	0,08%	DOW JONES
↗	0,57%	NASDAQ
↗	1,2836	DOLLAR / FRANC SUISSE
↗	1,5358	EURO / FRANC SUISSE

SAVOIRS
NEUROLOGIE
▶ PAGE 13

La mémoire trouve un support inattendu: le prion

l'agefi

LE QUOTIDIEN SUISSE DES AFFAIRES ET DE LA FINANCE

L'ESSENTIEL ▶ SUISSE

EMPRUNT CONVERTIBLE DE SWISS LIFE

L'assureur Swiss Life émet un emprunt de 317 millions de francs avec une prime de conversion comprise entre 24% et 32% pour financer le rachat de la Banque du Gothard. L'emprunt a une durée de six ans. La Bourse a procédé à une correction du cours de l'action. – page 14

Excellente performance d'Anglo Irish Bank

Le premier semestre a été excellent pour la banque, qui engrange un bénéfice net record de 228,6 millions d'euros avant impôt, soit une augmentation de 48%. – page 9

Assemblée générale de Swatch Group

L'assemblée générale de Swatch Group suscite des critiques parmi les actionnaires. La fondation Ethos recommandera jeudi de ne pas réélire certains membres du conseil. – page 8

Swisscom rachète ses actions

Swisscom a débuté le rachat de ses actions jusqu'à un montant de 2 milliards. Le programme, auquel participera la Confédération, vise une réduction ultérieure de capital. – page 8

Evolution des salaires

Les salaires ont augmenté de 1,4% en termes nominaux l'année dernière en Suisse et de 0,8% en termes réels. Cette hausse est inférieure à celles des deux années précédentes. – page 9

L'ESSENTIEL ▶ INTERNATIONAL

PLUS HAUT HISTORIQUE DU PÉTROLE

Le prix du pétrole a atteint un nouveau record historique, les investisseurs doutant que l'OPEP soit en mesure de répondre à l'envolée de la demande mondiale. Le baril de brut a clôturé à New York à 41,72 dollars après être monté jusqu'à 41,82 dollars en séance, flirtant ainsi avec son record absolu de 41,85 dollars. – page 7

Shell revoit encore ses réserves à la baisse

Royal Dutch/Shell a abaissé pour la quatrième fois depuis janvier l'évaluation de ses réserves de pétrole. La réévaluation porte sur 4,47 milliards de barils pour 2002. – page 16

Sauvetage d'Alstom

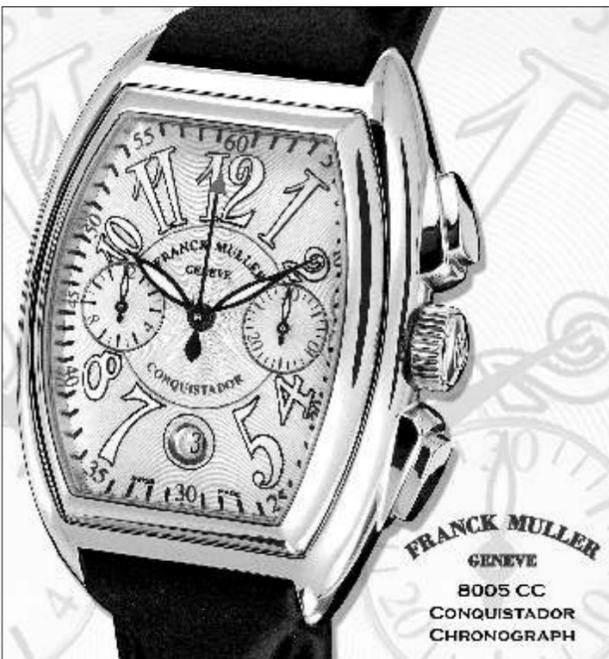
La Commission européenne a une nouvelle fois demandé des engagements clairs à la France sur les partenariats industriels à conclure sur certaines activités d'Alstom. – page 11

Critiques contre la BCE

Silvio Berlusconi estime que l'euro est surévalué face au dollar. Il critique les autorités monétaires pour leur incapacité à le ramener à un niveau plus favorable. – page 19

L'ÉDITORIAL
DE L'AGEFI
▶ PAGE 2

L'or noir bon marché:
mirage pour utopistes



HAUTES ÉCOLES

▶ Le programme visait à promouvoir l'esprit d'entreprise

Pionnier dans la formation, Create met la clé sous la porte

Tous les collaborateurs de Jane Royston doivent dorénavant se chercher un nouvel emploi.

Edgar Bloch

Create est à sec et lance un SOS. Le jour où la Confédération annonce, à grand fracas, le lancement du programme de formation d'entrepreneurs «Venturelab» (lire en page 3), Create, pionnier dans ce domaine, est en train de mettre la clé sous la porte. C'est sa responsable Jane Royston qui nous l'apprend. «A l'exception de quelques mandats, nous faisons nos cartons», souligne, non sans un regret bien compréhensible, la fondatrice de la première chaire d'entrepreneurship en Suisse, à l'EPFL.

Tout le monde pense qu'on a laissé tomber Create comme

une vieille chaussette pour procéder à un rééquilibrage en faveur de la région zurichoise. En hiver, on apprenait, à la surprise générale, que le jury de l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT) avait unanimement attribué à l'Institut für Jungunternehmer (IJU), dirigé par Beat Schillig, le programme national. «Nous allons le créer en collaborant étroitement avec Create et l'EPFL», nous confiait alors le Saint-Gallois.

Reste qu'entre-temps pas la moindre initiative dans ce sens n'a été prise. Se montrant certain de remporter la mise, CREATE – qui en 2003 tablait encore sur un budget de 27 mil-

lions de francs sur cinq ans (depuis réduit à 16 millions) – a engagé huit collaborateurs à Lausanne et proposé une offre de cours avec le concours d'enseignants entrepreneurs dans les deux EPF et dans les universités de Genève, Bâle et Saint-Gall.

«Dès janvier deux collaborateurs ont reçu leur congé, dont quelqu'un qui avait été spécialement engagé en provenance de Stanford», explique Jane Royston. Quant aux six autres, ils ont compris qu'ils devaient chercher du travail. Les cours dans les hautes écoles s'acheveront d'ici quelques semaines.

Fair-play, Jane Royston n'a même pas souhaité faire appel contre la décision de Berne, comme elle en aurait eu le droit. Elle salue au contraire le courage dont a fait preuve Beat Schillig: «Il a foncé et réussi.»

La professeure lausannoise pense néanmoins que son concept est fondé sur la quantité plutôt que sur la qualité. «On ne va pas former des Logitech et des Kudelski en lançant 500 entreprises par an. Il faut prendre du temps pour former des entrepreneurs, et l'avenir de la Suisse passe plutôt par cinq sociétés qui deviendront grandes.» ●

▶ Lire également en page 3: «"Venturelab" vise l'éducation de 500 start-up par an», par Pierre Bessard.

REPORTAGE (II)

▶ Pendant dix jours, «l'agefi» a accompagné une délégation suisse

«Patience et modestie sont en Chine les clés du succès»

Les responsables des entreprises helvétiques sur place livrent leurs recettes.

Yves Genier, de retour de Chine

«N'en venez surtout pas en Chine avec l'idée de faire de l'argent rapidement. Ce marché est très difficile. Il est l'un des plus concurrentiels du monde. Il est immense, mais très fragmenté. On ne gagne pas de l'argent partout. Il faut savoir s'adapter et rester modeste.» Le conseil n'émane pas d'un déçu de l'aventure chinoise mais de l'un de ses plus fervents supporters: le directeur général de Nestlé Chine à Pékin Josef Müller. Présent dans le pays depuis 1978, investissant depuis 1984, lors des premières ouvertures économiques opérées par Deng Xiaoping, Nestlé ne réalise des profits opérationnels que depuis cinq ans. Pour les amortissements, on verra plus tard: Nestlé a investi 1,2 milliard de francs en Chine. Avec un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs aujourd'hui, ce n'est pas demain qu'ils seront payés.

«Prolongez le temps de vos amortissements»

Quelle déception pour tous ceux qui espéraient trouver dans la Chine l'Eldorado du XXI^e siècle! Combien sont-ils à avoir tristement échoué dans le pays qui incarne aujourd'hui la marche en avant? Ce sont ceux

qui ont limité leur analyse à un simple binôme: «Je fabrique un objet simple et bon marché. Les Chinois sont au nombre incroyable de 1,3 milliard. S'ils m'achètent mon produit, j'aurai réalisé des bénéfices absolument inédits par ailleurs.» Malheureusement pour eux, au plurimillénaire Empire du Milieu rien n'est jamais aussi simple. Et comme le rappelle Peter Leupp, directeur général d'ABB Chine – un groupe présent dans le pays depuis 1979 et dont le siège est voisin de celui de Nestlé – «la patience est la clé du succès dans ce pays.»

Même un homme aussi pressé que Cyrill Eltschinger en convient. Et pourtant: la quarantaine élançante, cet homme d'affaires cravate au vent, lunettes teintées dernier cri sur le nez déverse dans un anglais très américanisé ses conseils de prudence aux Suisses venus à sa rencontre dans un bureau du World Trade Center de Pékin: «N'hésitez pas à prolonger le séjour sur place de vos expatriés afin de leur laisser le temps de former leurs équipes. Ne craignez pas de prolonger à dix, voire vingt ans la période d'amortissement nécessaire à vos investissements, quand bien même vous l'auriez estimée à beaucoup moins. Fixez d'emblée avec vos partenaires des ré-

gles très précises avant de débiter votre activité.»

Cet homme n'est pas un inconnu dans la communauté des affaires de Pékin et d'ailleurs: après avoir fondé une société de sous-traitance de sites internet, IT Union, il a repris la présidence de la Chambre de commerce Suisse-Chine.

Qui n'est pas intégré subit la loi de Darwin

Car il est une logique qui ne nous est pas particulièrement familière mais à laquelle tout le reste doit être subordonné. En Chine, avant de faire des affaires, avant d'ouvrir une filiale, un bureau de représentation, avant de dresser des plans, on établit des relations. «La règle

est à l'inverse de celle que l'on connaît en Europe, où l'on subordonne les relations personnelles à la logique des affaires. Ici, on établit en premier lieu un lien direct et personnel avec les partenaires. Ce lien, une fois établi, permet de créer la logique d'affaires dont la conclusion est l'établissement du contrat», poursuit Josef Müller.

Cette caractéristique, comme le rappelle un profond connaisseur du pays, le consul général de Suisse à Shanghai Hans Roth, provient d'un trait de civilisation essentiel: on vous porte attention si vous êtes intégré dans la communauté. Dans le cas contraire, seule la «loi darwinienne» s'applique.

●●● SUITE PAGE 10

► SUITE DE LA PAGE UNE

«Patience et modestie sont en Chine les clés du succès»

► L'histoire économique chinoise récente regorge d'anecdotes contant les mésaventures de ceux qui n'ont pas voulu tenir compte de cette profonde réalité.

Il faut savoir boire cul-sec...

On peut établir des liens de confiance avec des gens très dif-

férents: un propriétaire immobilier, un industriel, un membre du Parti cherchant à donner un nouveau souffle à l'entreprise dont il a la responsabilité, le gouverneur d'une ville, d'une province... Mais il faut savoir payer de sa personne, prendre du temps, multiplier les voyages, les visites et les banquets arrosés d'alcool de riz (boire

cul-sec se dit «ganbei»), voire lancer une invitation pour un voyage en Suisse, avant de passer aux choses sérieuses.

Un tel lien permettra de surmonter tous les autres obstacles qui se dresseront sur la route de l'entrepreneur. Il n'est pas évident au premier abord de choisir la bonne forme juridique dans l'assortiment proposé (lire

ci-dessous: les trois formes de l'investissement étranger). Selon que l'on se décide pour une société conjointe ou entièrement en mains étrangères, les contraintes seront très différentes: la première doit accorder des partenaires qui ne se comprennent pas toujours, la seconde est limitée quant au choix du lieu d'implantation. Dans les cas de

contrefaçon, il sera plus facile de poursuivre les coupables.

... et prêter une oreille attentive à son interlocuteur

Enfin, un lien solide permet de surmonter aussi un piège courant, celui de la remise en cause inattendue d'un contrat paraissant pourtant gravé dans le marbre. Josef Müller peut bien

le rappeler, du haut de ses vingt-cinq ans d'expérience chinoise: «Avant toute chose, il faut toujours écouter soigneusement l'autre partie.» ●

A lire demain le dernier article de cette série sur la Chine. Ce troisième volet portera sur les dragons chinois qui rêvent d'international.

ABB: l'effet des Trois-Gorges

«Si la Chine veut soutenir ses objectifs de croissance d'ici à 2020, elle devra accroître ses capacités de production énergétique de 30 à 40 gigawatts, soit trois fois le total de ce qui est produit en Suisse.» Quelle belle perspective pour Peter Leupp, directeur d'ABB Chine!

Le contrat de construction des turbines pour la centrale hydroélectrique du controversé barrage des Trois-Gorges a signifié un vrai jackpot pour le groupe helvético-suédois. La filiale de Xi'an, spécialisée dans les transformateurs de grosse puissance, a ainsi pu sortir des chiffres rouges dès sa deuxième année grâce à ces commandes, pour atteindre 16,5 millions de francs de chiffre d'affaires et un EBIT de 4,7 millions la troisième, en 2002, avec une croissance annuelle moyenne de 10%. Chiffre d'affaires total du groupe en Chine: 2,1 milliards de francs, réalisés à 55% dans la production énergétique et à 45% dans l'automatisation.

Elle compte 6500 employés. La part de marché? «Elle n'est pas dévoilée», répond Peter Leupp, qui jure cependant qu'en maints domaines ABB est le numéro un. - (YG)

Nestlé: quinze ans pour être profitable

«En Chine, nous ne sommes jamais qu'une PME confrontée à 1600 concurrents, la plupart locaux.» La petite phrase de Josef Müller illustre l'ampleur de la tâche du groupe connu sous d'autres cieux comme un géant.

C'est en 1979 que les négociations ont démarré en vue de l'ouverture d'une société conjointe. Dix ans plus tard, Nestlé - qui se vend sous le joli nom de «Nid d'oiseau» («Que Chao») - a pu ouvrir sa première usine de condensation de lait dans la province du Heilongjiang, un lieu isolé dans le nord. C'est elle qui a dû importer les vaches de Nouvelle-Zélande, les acclimater, enseigner aux paysans locaux l'art de les élever, apprendre aux consommateurs dont ce n'était pas l'habitude d'apprécier la poudre de lait, le Nescafé, etc. Aujourd'hui, 1,2 milliard de francs investis plus tard, le groupe entretient vingt usines et un centre de recherche en nutrition, emploie 10.500 personnes (y compris les saisonniers), affiche des ventes de 1,5 milliard de francs par an, un tiers dans la nourriture et deux tiers dans les boissons, les glaces, etc. Sa part de marché oscille entre 3 et 4%. - (YG)

KUK Electronic: la PME qui suit les grandes

Que fait-on lorsqu'on est une PME appenzelloise spécialisée dans les composants pour téléphones portables et que ses principaux clients déplacent une partie de leur production sur le marché qui croît le plus, la Chine? Eh bien, on suit. Mais quand on est une PME de quatorze ans d'âge réalisant quelques dizaines de millions de francs de chiffre d'affaires, on n'a pas les moyens d'un gros. Les tracasseries de localisation, de statut, vous ne pouvez pas les assumer, alors que vos clients vous attendent.

KUK Electronic a donc saisi l'offre du Swiss Center de Shanghai pour démarrer en mars de cette année une petite production d'éléments de haut-parleurs pour téléphones mobiles, avec dix ouvriers et trois machines. Walter Ackeret, le responsable de cette délocalisation, est aux anges: il a prévu de porter rapidement son effectif à quinze avant de le doubler à trente l'automne prochain. De 30 millions de pièces prévues cette année, la production devrait monter à 90 millions en 2005. Ce qu'il y a de bien en Chine? «Les coûts de main-d'œuvre sont un dixième de ce qu'ils sont chez nous!» - (YG)

LIBRE-ÉCHANGE

► Moscou, Kiev, Minsk et Astana négocient ferme

Le marché commun de l'Est en gestation

La Russie, l'Ukraine, le Kazakhstan et le Bélarus, quatre pays représentant l'essentiel du poids économique de l'ex-URSS, se sont efforcées lors d'un sommet lundi à Yalta (sud de l'Ukraine) de faire avancer leur projet de marché commun en dépit de fortes divergences. Les quatre républiques ont échangé lundi les documents de ratification par leurs Parlements respectifs de l'accord sur la création d'un espace économique commun signé en septembre dernier à Yalta, et ont tenté de trouver un terrain d'entente en définissant les priorités pour sa mise en oeuvre pratique. Les premiers résultats concrets ne seront visibles que vers 2005-2006, a estimé le président russe Vladimir Poutine.

L'Ukraine hésite entre la voie pro-russe ou pro-occidentale

Le président kazakh Noursoultan Nazarbaïev a notamment insisté sur la création d'une union douanière entre les quatre républiques. La Russie souhaite de son côté la création d'un organisme régulateur supranational. Deux propositions qui n'arrangent pas l'Ukraine, laquelle ne souhaite que la création d'une zone de libre échange. Les Etats-Unis et l'Union européenne ont d'ailleurs déjà prévenu Kiev que l'espace économique commun entre les quatre pays risquait de freiner, voire de bloquer son intégration à l'UE et à l'OMC.

Le président russe a cherché lundi à réduire ces craintes. «Il n'y a pas de contradictions entre l'adhésion à l'OMC et la participation dans les organisations régionales», a-t-il assuré lors de la conférence de presse finale du

sommet. «Nous avons décidé d'accorder nos positions quant à l'adhésion à l'OMC. Ce sera plus avantageux pour tout le monde», a souligné le président bélarusse Alexandre Loukachenko.

Les difficultés du ménage à quatre

L'union à quatre est la dernière en date parmi de nombreuses organisations créées ces dernières années au sein de la CEI (Communauté des Etats indépendants, les ex-républiques soviétiques moins les pays baltes). «La difficulté principale de l'union est qu'il y a (parmi les membres) deux pays exportateurs d'énergie, et que les deux autres sont consommateurs et transporteurs. La Russie et le Kazakhstan sont intéressés à ce que leur gaz et leur pétrole soient transportés vers l'Europe avec un minimum de frais, tandis que l'Ukraine et le Bélarus voudraient les augmenter au maximum» pour en bénéficier, a expliqué l'expert de l'Institut des pays de la CEI Vladimir Jarkhine.

La Russie, dont le poids économique et le rôle politique sont largement dominants dans ce projet, tente de rétablir une influence perdue après la chute de l'URSS en 1991, ce dont témoignent en particulier ses relations irrégulières avec le Bélarus et l'Ukraine. Moscou et Minsk, liés par un traité d'union, ont notamment connu l'hiver dernier une crise liée au désaccord sur les tarifs gaziers.

L'Ukraine qui hésite entre la voie pro-russe et pro-occidentale est le participant «le plus politique» du projet, a souligné lundi le quotidien russe Izvestia. - (afp) ●

Les trois formes de l'investissement étranger

Yves Genier

Pays encore officiellement communiste dont la conversion vers l'économie de marché n'est pas achevée, la Chine a graduellement instauré un système original de régulation des investissements étrangers. Celui-ci est détaillé par Jean-Christophe Liebeskind, un avocat suisse installé à Pékin chez Paul Hastings après avoir fait ses classes auprès de l'étude Poncet Turetini Amaudruz Neyroud à Genève.

► L'entreprise entièrement en mains étrangères (wholly foreign owned enterprise, WFOE). Bien que le plus récent, c'est le modèle le plus couramment utilisé aujourd'hui. Il permet à l'actionnaire de conserver la haute main sur sa société mais il n'est pas libre de sa localisation. Il doit s'installer dans l'une des zones spéciales, dites ports francs.

► La société conjointe (joint-venture, JV). C'est le modèle le plus ancien, mais il est en perte de vitesse au vu des difficultés que

rencontrent tout simplement à s'entendre nombre de partenaires. Un bon vecteur pour entrer sur le marché chinois, mais aussi pour donner du travail aux avocats. C'est notamment le cas lors de la faillite de l'un des partenaires - ça arrive.

► La société de distribution. Plus simple dans sa structure, elle prend d'ordinaire la forme d'un bureau de représentation chargé d'écouler les produits de son actionnaire. Elle doit notamment régler les problèmes de

droits de douane, de distribution, protéger la marque, lutter contre les contrefaçons, etc.

Le droit commercial a été codifié en 1998 selon une méthodologie fortement inspirée du Code suisse des obligations. «C'est un bon cadre», précise l'avocat. Bien que quelque 300.000 jeunes juristes sortent des universités chaque année, le système judiciaire demeure encore peu efficace, ce qui incite les partenaires à recourir à l'arbitrage en cas de mésentente. Le rapatriement des bénéfices est garanti ●

PÉTROLE

► Certains subodorent un complot de Moscou pour abattre l'oligarque

La justice cherche noise à Abramovitch

La Cour des comptes dénonce la gestion du patron de Sibneft dans la lointaine Tchoukotka.

Marielle Eudes

Les uns le disent dans les petits papiers du président Vladimir Poutine. Les autres voient en lui le prochain «milliardaire-oligarque» à abattre. La seule certitude, c'est que Roman Abramovitch, gouverneur de la lointaine Tchoukotka, est dans la ligne de mire de la Cour des comptes russes. La Cour a annoncé lundi qu'elle allait envoyer prochainement au Parquet général les résultats de son audit sur la Tchoukotka, terre gelée de l'extrême nord-est de la Russie gouvernée depuis trois ans par Roman Abramovitch. «C'est la pratique habituelle quand il y a des infractions», a précisé un porte-parole à l'AFP.

Abramovitch cumule un peu trop de casquettes

L'étude a été rendue publique vendredi. Le rapporteur Sergueï Riaboukhine a dénoncé une région «en faillite», des minimisations fiscales ayant grevé le budget de quelque 13 milliards de roubles (450 millions de dollars) et ayant bénéficié essentiellement à Sibneft, le groupe pétrolier contrôlé par Abramovitch, ainsi que des infractions portant sur 1,5 milliard de roubles (50 millions de dollars).

Le président de la Cour des comptes, Sergueï Stepachine, a fait de la surenchère dimanche: «Abramovitch ferait mieux de ne pas rester gouverneur», il a «un hobby, le football, et n'a qu'à

continuer à s'en occuper au lieu de faire des expériences sur une région et sa population».

Les administrés démentent les accusations

La population en question (55.000 habitants) est pourtant fort satisfaite de la gestion de son gouverneur: depuis son arrivée les salaires sont payés, plusieurs entreprises ont renoué avec les bénéficiaires, d'innombrables projets sont sortis de terre (cinéma, supermarché, collège...). Et la dette, contractée d'ailleurs par le gouverneur précédent, s'est réduite.

«Ces attaques sont ridicules. Il y a des dizaines de régions en faillite et personne n'en parle. La situation de la Tchoukotka était bien pire avant l'arrivée d'Abramovitch», souligne le politologue Vladimir Pribylovski, interrogé par l'AFP. Et si les structures de Sibneft ont bénéficié d'exemptions fiscales, c'est que la région était jusqu'en janvier dernier une zone offshore légalement reconnue. «Il est d'ailleurs évident que si les compagnies d'Abramovitch avaient été imposées plein pot, elles se seraient enregistrées autre part et le budget régional aurait été deux fois plus pauvre», commente l'éditorialiste Ioulia Latynina. A bien lire l'audit, on réalise en outre que les revenus de la région ont «plus que quadruplé» depuis l'arrivée d'Abramovitch, et que celui-ci a largement investi en Tchoukotka, souligne le journal en ligne Gazeta.ru.

Le milliardaire de 37 ans avait déclenché les foudres du président de la Cour des comptes Sergueï Stepachine en rachetant l'été dernier le club de football londonien de Chelsea. Un acte «immoral», avait dénoncé cet ancien chef des services secrets russes.

Fausse alerte ou fin de règne pour le milliardaire oligarque?

«C'est le début d'une nouvelle campagne lancée avec l'aval du Kremlin», estime le politologue Evgueni Volk, de la fondation Heritage. Pour lui, le destin de l'empire Abramovitch, l'homme le plus riche de Russie après Mikhaïl Khodorkovski aujourd'hui en prison, s'avère incertain. Pourtant, l'homme est discret. Il se tient prudemment

très loin de la scène politique. Et semblait plutôt avoir les faveurs du Kremlin ces derniers temps. Il a secrètement «discuté avec Poutine d'une prise de contrôle sur Loukos», le groupe pétrolier de M. Khodorkovski, et la justice l'a aidé à défaire ses liens avec cette société, a rapporté Mme Latynina.

Assisterait-on alors, à nouveau, à «une lutte entre différents clans» au pouvoir, comme le pense M. Pribylovski qui souligne que «si Abramovitch a des amis en haut lieu, il a aussi des ennemis» qui souhaiteraient piller Sibneft? Ou comme le suggère Mme Latynina, à un simple «rideau de fumée» pour cacher le soutien du Kremlin? Abramovitch ne serait alors «pas vraiment en danger». - (afp) ●

La croissance russe profite du haut niveau des cours du pétrole

La croissance du Produit intérieur brut (PIB) russe a atteint 8% sur les quatre premiers mois de 2004 par comparaison avec la même période de l'année précédente, a indiqué lundi Andreï Klepatch, directeur du département des prévisions du ministère du Développement économique. Le responsable, cité par l'agence Interfax, a également précisé que la prévision actuelle de croissance de 6,4% du PIB russe sur l'année pourrait être révisée à la hausse en raison du haut niveau des cours du pétrole.

«Le premier facteur de la croissance du PIB est la hausse puissante et continue des exportations», ainsi qu'un boum de la consommation, a souligné le responsable. Les ventes de détail ont augmenté de 10,7% en avril sur un an, a noté M. Klepatch. Les salaires ont enregistré une hausse de 15,1% en janvier-avril par rapport à la même période de 2003, tandis que les revenus réels de la population ont crû de 11,5% sur cette période, a ajouté M. Klepatch. - (afp)

EN BREF

TEXTILE

Le président de Marzotto démissionne

Le groupe italien d'habillement/textile Marzotto, qui détient les griffes Hugo Boss et Valentino, a annoncé lundi la démission de son président Giovanni Gajo, pour des «motifs personnels» non spécifiés. Un conseil d'administration pour désigner un nouveau président, sera convoqué «d'ici peu» par le numéro deux du groupe, l'administrateur délégué Antonio Favrin qui est en fait le numéro un exécutif de Marzotto, indique un communiqué. - (afp)

↘	0,61%	SWISS MARKET INDEX
↘	0,45%	STOXX50
↗	1,60%	DOW JONES
↗	2,17%	NASDAQ
↘	1,2679	DOLLAR / FRANC SUISSE
↗	1,5365	EURO / FRANC SUISSE

ENTRETIEN AVEC
CHRISTIAN
NOYER
▶ PAGE 13

«La focalisation sur la stabilité
des prix est justifiée»

l'agefi

LE QUOTIDIEN SUISSE DES AFFAIRES ET DE LA FINANCE

Votre opticien
de confiance



Lindegger
Maîtres opticiens
Genève

L'ESSENTIEL ▶ SUISSE

CONFIANCE SUR LA HAUSSE DU PIB

Amorcée à la fin d'une année 2003 moribonde, la reprise économique s'est confirmée durant le premier trimestre 2004. Pour les analystes, la confiance des consommateurs et le boom des exportations devraient quelque peu doper le produit intérieur brut. Le Secrétariat d'Etat à l'économie publiera vendredi les chiffres définitifs. – page 7

Roche se distancie de Basilea

Basilea Pharmaceutica, cotée en Bourse depuis le 25 mars, subit un revers. Roche ne prendra pas de licence sur le produit vedette de Basilea, l'antibiotique BAL5788. – page 8

Vögele intéressé par Oviessa

Le groupe de magasins Vögele examine un éventuel rachat de son concurrent Oviessa, dont Globus veut se séparer pour n'avoir pas pu le sortir des chiffres rouges. – page 20

Le groupe Franke à la peine

Franke a traversé 2003 la tête haute malgré une réduction des ventes de 7,6%. Le résultat de l'équipementier de cuisines a souffert d'un fléchissement dans le secteur des fast-foods. – page 9

Syz & Co. va collaborer avec la banque Warburg

La banque genevoise Syz & Co. et la banque privée allemande Warburg vont collaborer dans le développement, la gestion et la distribution de produits alternatifs en Allemagne. – page 7

Adval Tech passe à l'action unique

Le conseil d'administration d'Adval Tech proposera de passer à une action unique d'une valeur nominale de 20 francs lors de l'assemblée générale de la société bernoise en juin. – page 7

Reprise du tourisme en été

L'année 2004 devrait être favorable au tourisme suisse grâce à la hausse de la demande étrangère et à l'amélioration du climat de consommation, selon les prévisions du Seco. – page 8

L'ESSENTIEL ▶ INTERNATIONAL

CONFIANCE AUX ÉTATS-UNIS

L'indice de confiance des consommateurs américains est resté stable au mois de mai. Cette stabilité s'explique par l'amélioration de la situation de l'emploi en mars et en avril, qui a rendu les consommateurs plus positifs, dans une perspective à court terme tout au moins. – page 12

Limites des mesures fiscales aux Etats-Unis

Le FMI estime que les signes de reprise aux Etats-Unis devraient inciter les autorités à diminuer les mesures fiscales d'incitation à la croissance. – page 12

Alstom: accord conclu

Après huit jours de discussion, la Commission européenne a conclu un accord privilégiant les partenariats privés avec la France sur le sauvetage d'Alstom. – page 11

Consommation en hausse en France

La consommation des ménages français en produits manufacturés affiche une hausse de 1,5% pour le mois d'avril, dépassant ainsi les attentes des économistes. – page 16

Vodafone en hausse

Vodafone, spécialiste britannique et mondial de la téléphonie mobile, annonce une croissance de 10% de son chiffre d'affaires et confirme son intérêt pour SFR. – page 15

Reprise hésitante en Allemagne

La reprise économique se veut graduelle en Allemagne, alors que la consommation des ménages chute et que la flambée des prix du pétrole relance l'inflation. – page 12

Deutsche Telekom reprend Cingular

Deutsche Telekom annonce le rachat du réseau de téléphonie mobile de Cingular en Californie et au Nevada pour un montant de 2,5 milliards de dollars. – page 15

BIOTECHNOLOGIES

▶ Le groupe genevois lance un programme de rachat d'actions

Serono profite du bas prix de son titre pour le revaloriser

Le fleuron helvétique de la biotech compte occuper le rang de numéro un mondial d'ici 2006.

Levi-Sergio Mutemba

Un peu plus d'un mois après la publication de ses excellents résultats pour le premier trimestre 2004, Serono a annoncé hier, à l'occasion de l'assemblée générale, son programme de rachat d'actions propres au porteur pour un montant de 750 millions de francs. Le programme devrait débuter au début du mois de juin et se déroulera sur une période maximale de 5 ans, et les actions seront finalement annulées. L'opération débouchera sur une augmentation du bénéfice par action, en raison d'une diminution du nombre de titres

en circulation. «Le cours actuel de l'action nous offre une excellente opportunité de mettre en œuvre un nouveau programme de rachat d'actions», a déclaré le directeur général du groupe Ernesto Bertarelli, qui souhaite montrer l'engagement du groupe à «accroître la valeur actionnariale à long terme». L'opération, qui se déroulera sur une seconde ligne de négoce, ne concerne que les titres cotés sur Virt-x, encore sujette à l'approbation de la Commission des offres publiques d'achat (OPA). Les American Depositary Shares en sont exclues. En 2003, le groupe avait déjà opéré un rachat d'actions à hauteur de 500

millions; celles-ci ont été entièrement consommées.

Antegen: un nouveau concurrent pour le Rebif?

L'excellente santé de Serono n'incite pas pour autant l'entreprise à s'endormir sur ses lauriers. Le groupe reste vigilant et garde un œil attentif sur la concurrence, en particulier sur Biogen. Le groupe américain vient en effet de soumettre à la FDA une demande d'autorisation pour son produit Antegen, concurrent du Rebif dans le traitement contre la sclérose en plaques. Biogen souhaite obtenir l'approbation de la FDA un an plus tôt que prévu, tandis

que l'autorisation de commercialiser le Rebif dans l'Union européenne semble imminente. Cet empressement de la part de Biogen intervient après des tests positifs de l'Antegen. Toutefois, Ernesto Bertarelli demeure serein dans la mesure où il estime que les résultats de l'Antegen reposent sur des tests effectués sur une année dans une phase qui en compte normalement deux. Le secteur pharmaceutique est un secteur à haut risque où, tant que tous les tests ne sont pas effectués, rien n'est joué. Andrew Fellows, analyste chez Pictet & Cie en Grande-Bretagne, est du même avis.

●●● SUITE PAGE 8

REPORTAGE (III)

▶ «L'agefi» a accompagné dix jours durant une délégation suisse

Ces dragons chinois qui ne rêvent que d'expansion internationale

La libéralisation et la Bourse donnent des ailes à des groupes de seconde zone.

Yves Genier

Si il est une comparaison que votre interlocuteur chinois aime vous rappeler, c'est celle qu'a établie l'OCDE il y a quelque temps déjà: en 1820, la part de l'Empire du Milieu dans le PIB mondial s'élevait à 29%. Aujourd'hui, malgré la spectaculaire croissance de ces dernières années, elle n'affiche qu'un modeste 4%.

Il n'y a pas de manière plus crue pour annoncer une ambition de croissance. Celle-ci ne se manifeste pas que par l'envoi de fusées et de satellites dans l'espace ni par l'achat massif de bons du Trésor américain (plus de 10% appartiennent aux Chinois), mais par l'affirmation de nouveaux géants industriels. Certains noms ont franchi les longues frontières de l'empire. Parmi eux, l'électronicien TCL, qui a repris l'an dernier la production de téléviseurs de Thomson, le constructeur d'appareils d'électroménager Haier ou encore le géant des télécommunications Huawei, qui a fait un tabac au salon Telecom à Genève. Mais, derrière ces quelques marques, des centaines d'autres rêvent de destinées internationales tout en luttant pour devenir champion national. Le plus souvent, ce sont des groupes cotés à la Bourse de Shanghai ou de

Shenzhen, mais dans lesquels les pouvoirs publics (Etat central, provinces, voire villes) détiennent en moyenne 60 à 70% du capital et dont les principaux leviers de commandes restent aux mains de membres du Parti communiste.

Le décor est stalinien, les ambitions mondiales

La délégation économique romande qui vient de passer dix jours en Chine, et à laquelle a participé l'agefi, en a rencontré deux. Le brasseur pékinois Yanjing, qui se positionne en grand concurrent de la marque Tsingtao, déjà en mains étrangères. Et le groupe pharmaceutique, mais en cours de diversification, Glnwa, basé à Xi'an (centre). Tous deux sont cotés en Bourse mais avec des actions A, c'est-à-dire réservées aux Chinois. Mais si, comme le prévoit le gouvernement, les restrictions aux étrangers sont levées d'ici à 2010, ces deux sociétés deviendront accessibles à l'exemple de centaines, voire de milliers de leurs sœurs. Bien que limités encore au marché national au niveau du financement, les sièges sociaux expriment de toutes leurs forces des ambitions planétaires. Chez Yanjing, on n'hésite pas à faire dans le néostalinien avec force colonnades imposantes et hall d'entrée vaste comme une gare. Pour mesurer la taille du site in-

dustriel qui s'étale derrière un immeuble imposant comme un quartier d'habitation, une unité s'impose: le stade de football. Il en faudrait un grand nombre pour tout recouvrir.

«Nous voulons être parmi les dix plus gros du monde»

«L'an dernier, nous occupions le quinzième rang mondial par le volume de notre production, qui s'élevait à 2,6 millions d'hectolitres. Notre objectif est de nous hisser parmi les dix plus importants brasseurs du monde en misant non seulement sur la crois-

sance du marché chinois, mais aussi sur l'inéluctable concentration des brasseries dans ce pays et à l'étranger», promet Bi Guisuo, le directeur général adjoint. Ancien officier supérieur et membre du Parti, c'est à peine s'il lève un sourcil en énonçant sa prophétie, tant elle lui paraît certaine. Le chiffre d'affaires actuel, environ 2,95 milliards de yuans (500 millions de francs), peut prêter à sourire. La capitalisation boursière, environ 1,2 milliard de francs, peut-être un peu moins.

●●● SUITE PAGE 10

Xi'an se voit en Silicon Valley

Les pupilles de Chen Hui s'illuminent au moment de dévoiler la maquette de la zone de développement high-tech de Xi'an. Le responsable de la promotion n'a d'yeux que pour les 34,1 kilomètres carrés de surface de parc technologique et pour la surface équivalente promise au développement. Attirées par des coûts de main-d'œuvre de 30% à 50% inférieurs à ceux de la côte et par un savoir-faire dans l'aviation, la technologie spatiale, l'automobile, les télécommunications, voire l'informatique développé dès les années 1950, plusieurs entreprises étrangères ont implanté l'une ou l'autre unité de production en ce lieu à plus de 1300 km de Pékin ou de Shanghai. Parmi elles, le japonais Fujitsu, les allemands Nodex (turbines pour avions) et Robert Bosch (équipementier pour automobiles). La présence de deux universités (38.000 diplômés) fait de la ville le troisième centre d'enseignement de toute la Chine. A Yangling, à quelques dizaines de kilomètres de là, se trouve l'Université agricole du nord-ouest, qui revendique le clonage réussi d'un mouton en 1990 déjà. – (YG)

L'ÉDITORIAL
DE L'AGEFI
▶ PAGE 2

Plus d'Etat,
moins de compétitivité

CONCURRENCE

Selon un rapport gouvernemental La Chine a besoin d'une loi antitrust

Les positions dominantes acquises sur le marché chinois par certaines multinationales rendent nécessaires l'adoption urgente d'une loi antitrust en Chine, selon un rapport gouvernemental cité mardi par le China Daily. Le géant du logiciel Microsoft et le numéro un du packaging Treta Pak ont notamment acquis des parts de marché de 95% et «utilisent leur position avantageuse pour réduire la concurrence», selon ce rapport du Bureau d'Etat à l'industrie et au commerce.

Eastman Kodak, qui détenait déjà 50% du marché chinois de pellicules photographiques, devrait accentuer sa position dominante après le rachat de 20% supplémentaires de son unique concurrent chinois, Lucky Film Corp, d'après la quotidien de langue anglaise. «Un arsenal juridique complet contre les abus

des monopoles et la compétition inéquitable est nécessaire de toute urgence en Chine», selon Lu Fu, un universitaire cité par le journal.

Selon le rapport, certaines multinationales pratiquent le dumping pour éliminer leurs concurrents chinois alors que d'autres fixent au contraire des prix plus élevés en Chine que sur d'autres marchés et engrangent «des profits déraisonnables».

La Chine est mal armée sur le plan juridique pour empêcher les multinationales d'acquiescer des positions dominantes par des fusions ou des acquisitions, d'après le China Daily.

La rédaction d'un projet de loi sur les monopoles avait commencé en 1994 mais n'a jamais été achevée. Les dispositions anti-monopolistiques sont actuellement éparpillées au sein de différents textes de loi. - (afp) ●

▶ REPORTAGE (III)

Ces dragons chinois qui ne rêvent que d'expansion internationale

Le potentiel de progression s'apprécie lorsque l'on considère que le Chinois moyen ne boit que 18 litres de bière par an là où l'Européen moyen en avale 87, l'Américain 110 et l'Allemand 130. C'est du reste en Allemagne que Yanjing a acquis ses machines à brasser et en Suisse les instruments de contrôle de qualité.

Ginwa détient un brevet de pharma

Changement radical d'atmosphère chez Ginwa. Logée en plein parc technologique de Xi'an, la firme s'affiche en multinationale postmoderne dans un complexe béton-verre-acier dont le hall d'entrée était en travaux d'agrandissement lors de notre visite. Nous sommes au cœur des ambitions

high-tech de la province du Shaanxi, lesquelles reposent par ailleurs sur un savoir-faire déjà établi en aviation, en technologie spatiale et en électronique par ailleurs (lire l'encadré). C'est que le groupe se prévaut d'une histoire encore plus récente. Sa fondation ne remonte qu'à 1990 en tant que producteur de vitamines et de génériques inspirés de la médecine traditionnelle chinoise. Mais en treize ans, il a été capable de monter un département de recherche et développement qui, premier résultat, a déposé le brevet de la poudre artificielle de baume du tigre.

«Nous sommes les détenteurs uniques des droits liés à ce produit», se réjouit le management, dont les soucis sont

d'une autre nature: trouver un partenaire de distribution en mettant en avant ses propres capacités de stockage au cœur de la Chine.

La privatisation se fait rampante

Le chiffre d'affaires est nettement plus modeste que celui de Yanjing: 83 millions de francs, pour une capitalisation boursière de 206 millions de francs. Plus des neuf dixièmes sont réalisés dans la pharma, mais le groupe cherche déjà à se diversifier dans des domaines aussi divers que l'hôtellerie de luxe (un établissement ouvert à Xi'an), le centre commercial tapageur (il exploite le centre géant de la même ville), la télévision, la distribution de voitures (BMW), etc.

A l'échelle chinoise, c'est un provincial qui a un espoir de s'imposer. A notre échelle, il semblerait impensable qu'une PME se diversifie à ce point!

Zhou Rongji, lorsqu'il tenait les rênes de l'économie et des finances de la République populaire de Chine dans les années 1990, est celui qui a cherché à assainir le secteur des entreprises publiques. Son plan devait favoriser les plus solides et les plus concurrentielles au détriment des canards boiteux.

La réalité montre que la constitution de groupes solides à la stratégie cohérente n'est pas encore acquise. Trop souvent encore, le premier de leurs managers est de s'emparer à bon compte d'un outil d'Etat, sorte de captation à la russe, mais plus lente et sans grosses vagues ●

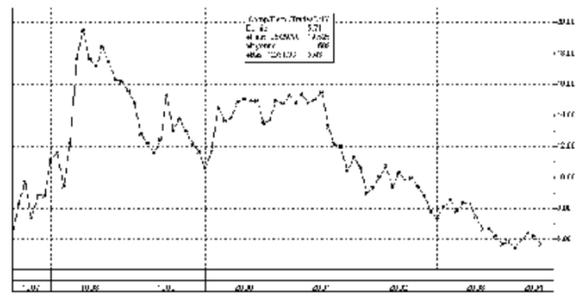
EN BREF

TÉLÉCOMS

Softbank envisage d'acheter Japan Telecom

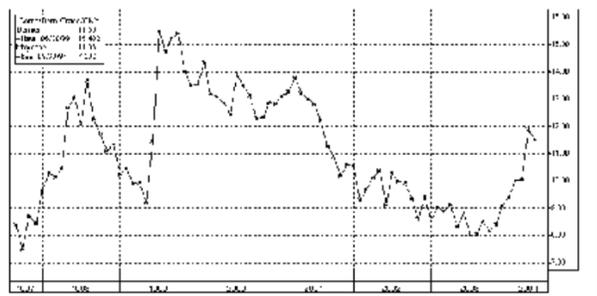
L'investisseur japonais dans l'internet Softbank Corp. envisage d'acquiescer l'opérateur de téléphonie fixe Japan Telecom Co. au fonds d'investissement américain Ripplewood Holdings LLC, a-t-il indiqué. Mais «rien de concret n'a été décidé», a affirmé Softbank en réponse à des informations de presse selon lesquelles il souhaitait transformer Japan Telecom en une filiale. Le quotidien Nihon Keizai Shimbun a affirmé que Softbank et Ripplewood avaient mené des discussions et envisagé des options telles que l'achat par Softbank auprès de Ripplewood d'une participation majoritaire dans Japan Telecom, troisième opérateur de lignes fixes du Japon. - (afp)

Ginwa, groupe pharmaceutique coté à Shanghai



Le cours, après avoir été multiplié par trois, retrouve le niveau de l'IPO.

Yanjing, brasseur de Pékin coté à Shenzhen



La focalisation sur la bière soutient le cours.

UBS Investment Bank		Bayerische Landesbank	
Emprunt à taux variable venant à l'échéance en 2007			
1^{re} Réouverture par CHF 100 000 000			
Nouvelle montant total CHF 250 000 000			
		Annnonce de cotation	
Debt Issuance Programme	Cet emprunt est émis sous le «Euro 50 000 000 000 Debt Issuance Programme» de Bayerische Landesbank et est soumis au droit allemand.		
Coupons	Taux variable, LIBOR en francs suisses à 3 mois (base actuelle/360), payable par trimestre le 26 mars, le 26 juin, le 26 septembre et le 26 décembre, pour la première fois le 26 juin 2004		
Liberation / Remboursement	Le 27 mai 2004 / le 26 mars 2007, au pair		
Assurances	Clause pari passu		
Remboursement anticipé	Pour raison fiscales uniquement, en tout temps au pair sous respect du délai de réalisation conformément aux modalités de l'emprunt.		
Unité de vente	CHF 5000 nominal		
Forme	Les titres sont représentés par un certificat global permanent. Les investisseurs n'ont pas le droit, pendant toute la durée de l'emprunt, d'exiger l'impression des titres.		
Cotation	Sera demandée au marché principal de la SWX Swiss Exchange; l'admission provisoire a eu lieu le 24 mai 2004.		
Rating	Les obligations à long terme en circulation de la Bayerische Landesbank sont assorties du rating «AAA» par Standard & Poor's et «Aaa» par Moody's Investors Services, Inc.		
Raison sociale et siège de l'émettrice	Bayerische Landesbank, Brienner Strasse 18, D-80333 Munich, Allemagne		
Chef de file	UBS SA		
Numéro de valeur / ISIN / Common Code / WKN	Jusqu'à la libération: 1.863.559 / CH001863559 / 019306909 / A0A3VJ Après la libération: 1.571.617 / CH001571.617 / 016484237 / 160757		
Restrictions de vente	U.S.A., U.S. personnes, Royaume-Uni		
Droit applicable et for judiciaire	Les conditions, les modalités et la forme de l'emprunt sont soumises au droit allemand. Le for judiciaire est à Munich, for alternatif est à Zurich.		
Date	Le 26 mai 2004		
Le prospectus de cotation en anglais peut être commandé sans frais auprès de l'UBS SA ou par téléphone 01-239 47 03, par fax 01-239 21 11 ou par e-mail swiss-prospectus@ubs.com. Le prospectus de cotation seul fait foi pour l'admission au négoce et à la cotation au SWX Swiss Exchange. Cette annonce de cotation ne représente pas un prospectus au sens des art. 652a et 1156 CO.			

UBS Investment Bank est un groupe d'affaires d'UBS SA.

Leu Barrier Reverse Convertible

Bank Leu Derivatives & Structured Products

Année de cotation

9.125% sur actions BP p.l.c.

15 avril 2004 au 15 avril 2005

Emetteur	Bank Leu Ltd, Nassau Branch, Bahamas
Chef de file	Bank Leu SA, Zurich
Valeur sous-jacente	Action BP p.l.c. (valeur: 844.183 / ISIN: GB0007980391)
Symbole	BPBRC
Numéro de valeur / ISIN	1.821.369 / CH0018213699
Prix d'émission	100% (GBP 1 000)
Taille de l'émission	GBP 4 000 000 (4 000 Barrier Reverse Convertibles), avec possibilité d'augmentation en tout temps.
Coupons	GBP 1 000 = 1 Barrier Reverse Convertible
Prix d'exercice	GBP 4.57 (100% du niveau de clôture à la date de la fixation)
Ratio	1 Barrier Reverse Convertible se rapporte à 218.81 actions BP p.l.c.
Barrier	GBP 3.8845 (85.00% du niveau de clôture à la date de la fixation)
Date de la fixation	30 mars 2004
Date de paiement	15 avril 2004
Coupon	9.125% p.a.
Part d'intérêts	4.70% p.a. (sur GBP 1 000), soit GBP 47.00
Part de la prime	4.425% p.a. (sur GBP 1 000), soit GBP 44.25
Paiement du coupon	15 avril 2005
Dernier jour de négoce	12 avril 2005 (13h00 CET)
Date d'évaluation finale	12 avril 2005
Date de remboursement	15 avril 2005
Période d'observation	Du 30 mars 2004 au 12 avril 2005
Prix d'évaluation	Basé sur le cours de clôture officiel du sous-jacent à la date d'évaluation finale.
Remboursement	a) Si le Barrier n'est jamais touché durant la période d'observation, 100% de la valeur nominale (GBP 1 000) seront remboursés par Barrier Reverse Convertible. b) Si le Barrier est touché durant la période d'observation et que le cours de clôture officiel est plus élevé que le prix d'exercice à la date d'évaluation finale, 100% de la valeur nominale (GBP 1 000) seront remboursés par Barrier Reverse Convertible. c) Si le Barrier est touché durant la période d'observation et que le cours de clôture officiel est égal ou inférieur au prix d'exercice à la date d'évaluation finale, une livraison de 218 actions BP p.l.c. sera effectuée par Barrier Reverse Convertible. La livraison de 0.81 actions BP p.l.c. sera distribuée en espèces et non convertible. Le livreur entraînera des taxes et commissions dont le montant sera basé sur le prix d'exercice.
Unité de négoce	GBP 1 000 (1 Barrier Reverse Convertible)
Intérêts courus	Les intérêts courus seront indiqués séparément.
Règlement	Réglement en espèces en GBP ou livraison physique
Cotation	Les Barrier Reverse Convertibles sont négociés depuis le 5 avril 2004 à la SWX Swiss Exchange dans le cadre de la cotation provisoire. La cotation définitive au marché principal sera demandée.
Clearing	BS SecuritiesSettle AG, Clearstream Banking, Eschler
Agent de calcul	Bank Leu SA, Zurich
Impôts	Pas d'impôt anticipé. Le montant de GBP 47.00 (4.70% par tranche de GBP 1 000) est une composante d'intérêts soumis à l'impôt sur le revenu pour les investisseurs privés dont le domicile fiscal se situe en Suisse. Le montant de GBP 44.25 (4.425% par tranche de GBP 1 000) est une composante de gain en capital. Pas de droit de timbre fédéral sur l'émission et sur le marché secondaire. Le mode d'imposition supplémentaire s'applique au moment de l'émission. La législation fiscale et les protocoles de l'administration des contributions peuvent être l'objet de modifications à tout moment.
Publication	Analystes «BANKLEU» / Internet: www.leu.com / Bloomberg / Teletext / Teletour
Restrictions de vente	États-Unis, US Persons, Royaume-Uni, Bahamas
Détails	Le prospectus de cotation, qui sera fait foi pour la cotation à la SWX Swiss Exchange, peut être obtenu auprès de la Bank Leu SA, Sales & Trading / SWX 93, Case postale, 8002 Zurich.
Risque	Les Barrier Reverse Convertibles sont des instruments financiers dérivés. Le potentiel de perte d'un investissement en Barrier Reverse Convertibles est limité à la différence entre le prix d'exercice et la valeur du sous-jacent à la date d'évaluation finale / date de remboursement, qui peut être sensiblement inférieure au prix d'exercice. Le coupon sera payé dans tous les cas.

Bank Leu
depuis 1755



Zurich, le 26 mai 2004

Cette annonce de cotation ne constitue pas un prospectus d'émission au sens des art. 652a et 1156 CO.